



PERTURBATIONS

PÉRIODIQUE DE CRITIQUE ÉCOLOGISTE

IL FAUT UN FONDS CLIMAT ET DES MÉDIAS DIVERSIFIÉS

Le 8 mars, nous voterons sur deux sujets importants : le fonds climat et la redevance radiotélévisuelle (Serafe).

Pour la Grève du Climat, il est évident qu'il faut soutenir le fonds climat. Cela permettrait de garantir un financement clair pour la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité, et financer des mesures d'adaptation socialement juste, notamment des reconversions professionnelles.

Il y a urgence : la Suisse n'atteint de loin pas les objectifs découlant de l'Accord de Paris, pourtant bien insuffisants face à la crise en cours. Nous subissons actuellement le réchauffement climatique le plus rapide que notre planète a connu, et l'effondrement de la biodiversité le plus important depuis l'apparition de la vie. Ce fonds climat fédéral serait un petit pas dans la bonne direction. Alors que les promesses faites par les autorités, en Suisse, dans l'Union européenne, aux États-Unis et ailleurs, peinent à se concrétiser voire sont annulées, il faut

se mobiliser pour voter et faire voter oui.

La droite et les organisations patronales s'y opposent majoritairement, sans grande surprise. Le camp bourgeois prétend que ce fonds serait inefficace - voire que la lutte contre le réchauffement climatique serait inutile. On a aussi pu voir un argument assez curieux : créer ce fonds reviendrait à retirer de l'argent pour d'autres choses. Pourtant, la droite n'a pas besoin de ça pour couper dans les services publics, l'égalité de genre, l'intégration ou la protection de l'environnement. Elle n'a pas non plus besoin de ce genre de prétexte pour augmenter la TVA, qui est probablement la taxe la plus antisociale de Suisse.



**VOUS AIMEZ LES
MÉDIAS DÉTENUS PAR
DES MILLIARDAIRES
D'EXTRÊME DROITE ?
NOUS NON PLUS !**

Nous nous prononcerons aussi sur le financement de la SSR – c'est en tout cas comme ça que c'est présenté dans le débat public. Une bonne partie de la droite veut baisser la redevance Serafe à 200 francs par an (contre 335 actuellement). En fait, la redevance sert bien à financer la SSR (17 chaînes de radio, sept chaînes de télévision et l'offre en ligne), mais aussi 22 radios et 13 télévisions régionales et locales privées, ainsi que plus largement la culture de manière générale (cinéma, visibilité des événements musicaux, etc.).

En préambule, disons que le financement de l'audiovisuel public est effectivement antisocial. 335 francs, c'est négligeable pour les riches, mais c'est beaucoup pour les ménages modestes. Pourquoi alors ne pas se battre pour un financement par l'impôt ? Le financement par une redevance séparée évite qu'il soit inclus dans le budget général, et donc qu'il puisse être baissé à l'envi par le parlement fédéral sans possibilité de référendum. Une bien triste consolation, d'autant que si l'existence de la redevance est fixée par une loi, son montant peut être changé par le Conseil fédéral, mais l'existence de médias publics est importante. Un financement plus juste devrait être clairement discuté.

Disons-le clairement : les programmes de la RTS – peut-être encore plus de la SRF – ne sont pas toujours très bons. Les programmes-phares, comme le téléjournal et des

émissions telles qu'Infrarouge, sont souvent affreusement libéraux et cèdent au sensationnalisme. La couverture de sujets comme le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien a même pu être par moments franchement scandaleuse. On peut aussi regretter que les chaînes publiques, contrairement aux médias belges francophones, n'appliquent pas un cordon sanitaire face à l'extrême-droite. Malgré cela, nous défendons le maintien de la redevance actuelle et le financement de la SSR.

Premièrement, la couverture de l'actualité et les sujets de fond de la SSR restent malgré tout bien meilleure que ce qu'on peut voir dans de nombreux médias privés. Les chaînes du milliardaire réactionnaire français Bolloré ou TeleBlocher diffusent une vision du monde fortement orientée et des valeurs totalement opposées à la démocratie, à la solidarité et à la protection de l'environnement. Il vaut mieux garder des médias publics qui, bien qu'imparfaits, ne se couchent pas devant la volonté de quelques oligarques.

Deuxièmement, la redevance finance de très nombreux programmes : téléjournal, émissions comme Infrarouge, mais aussi fictions, téléfilms, reportages de niche, émissions régionales... Elle finance aussi l'adaptation des émissions pour les personnes malentendantes. Il est évident que des médias à la botte des milliardaires ne

réaliseront pas de reportage de fond – mais relativement confidentiels – sur des zadistes, des sujets sur de petits artisans, des émissions contemplatives, ou ne couvriront pas autant qu'aujourd'hui les régions périphériques. Les communautés linguistiques minoritaires y perdraient aussi beaucoup.

Baisser la redevance, ça signifierait que la SSR se concentrerait sur ce qui « marche » d'un point de vue économique, sur le sensationnel et le divertissement.

Ça signifierait aussi la mise en danger de chaînes locales. Ce serait un grave recul démocratique.

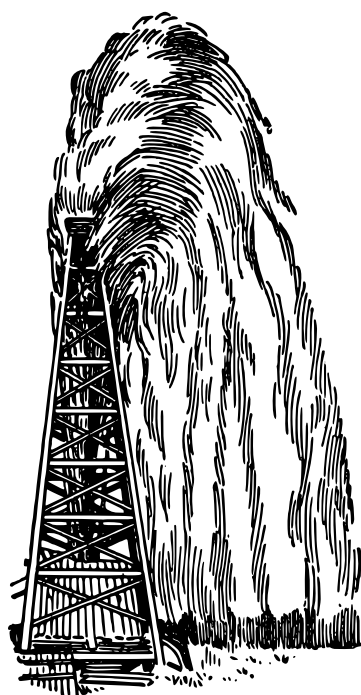
VÉNÉZUÉLA ENVAHI POUR PRENDRE LE CONTRÔLE DE SON PÉTROLE – L'IMPÉRIALISME ÉTASUNIEN EST UNE MENACE POUR LA PAIX ET POUR L'ENVIRONNEMENT

Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont attaqué militairement la capitale vénézuélienne Caracas, ainsi que d'importantes bases militaires et plusieurs raffineries de pétrole, et ont enlevé le président du Venezuela.

Ces attaques font suite à une agression continue de la part des États-Unis, incluant des sanctions économiques, des campagnes de déstabilisation, des bombardements et des actes de piraterie. Les États-Unis ont ouvertement déclaré leur intention de prendre le contrôle des réserves de pétrole vénézuéliennes.

Une fois encore, l'impérialisme étasunien met en danger la paix globale et l'environnement. Encore une fois, la Suisse se place du côté de l'impérialisme, de l'exploitation, de l'extractivisme, de la guerre.

L'invasion étasunienne n'a rien à voir avec la drogue. Donald Trump a d'ailleurs gracié, pas plus tard qu'en novembre 2025, l'ex-président de droite du Honduras, Juan Orlando Hernandez. Il avait été condamné à une peine de prison aux États-Unis pour trafic international de drogue.



L'invasion n'a rien à voir non plus avec la démocratie. Les États-Unis ont souvent soutenu des dictatures, en Amérique latine et ailleurs. Aujourd'hui, ils n'hésitent pas à soutenir l'État colonial et génocidaire israélien et son régime d'apartheid, ni à soutenir la monarchie saoudienne.

Le bombardement du Vénézuéla, les actes de piraterie, l'enlèvement du président s'inscrivent dans une longue histoire d'ingérence en Amérique latine.

Les motivations des États-Unis sont extrêmement claires, et parfaitement assumées par Donald Trump et son gouvernement. Il s'agit de prendre le contrôle des gigantesques réserves de pétrole vénézuéliennes.

L'impérialisme étasunien se fiche de la démocratie, du trafic de drogue ou du niveau de vie de la population du Vénézuéla : il veut extraire un maximum de pétrole vénézuélien au profit des compagnies d'Amérique du Nord et au mépris de la crise climatique et de ses effets déjà meurtriers.

VIVE LA RÉVOLUTION DU ROJAVA !

En 2012, le mouvement de libération kurde proclamait l'autonomie du Rojava, le Kurdistan syrien. Rapidement, un modèle confédéral, féministe et multi-ethnique a été mis en place, malgré la guerre civile qui faisait rage dans le pays. Cela a permis des avancées énormes sur les fronts de l'égalité

Cette attitude agressive n'est pas cantonnée à l'Amérique latine : en 2025, les États-Unis ont bombardé pas moins de sept pays, sans compter leur soutien au génocide du peuple palestinien par l'État israélien.

Les États-Unis n'hésitent pas à déclencher des guerres pour s'emparer du pétrole d'autre pays.

La Suisse n'est pas en reste. Notre pays, son armée, son Conseil fédéral, sa place financière et son industrie se placent très clairement du côté de l'impérialisme étasunien et de l'extractivisme. UBS/Crédit Suisse, mais aussi la Banque nationale suisse, financent sans hésiter l'industrie de l'armement étasunienne. La Confédération s'entête à vouloir acheter des avions de combat à l'Oncle Sam. De nombreuses entreprises collaborent, directement ou indirectement, à la machine militaire étasunienne.

Les États-Unis mettent en péril la paix et notre environnement commun, et la Suisse en est complice.

de genre, des droits des minorités ethniques et religieuses, et de la démocratie. Des avancées plus timides mais notables ont eu lieu en matière environnementale, souvent contrecarrées par les attaques de l'État turc et de groupes djihadistes contre les infrastructures civiles.

Les forces kurdes se sont fait largement connaître pour avoir défendu les Yézidis contre Daech en Irak, puis par la défense héroïque de la ville de Kobané en Syrie contre l'auto-proclamé État islamique.

Le modèle confédéral et l'auto-administration en place dans le Nord-Est syrien, réunissant Kurdes et Arabes, mais aussi Arménien·nes et Syriaques/Assyrien·nes, ont prospéré malgré les attaques de Daech et autres groupes djihadistes et de l'État turc, et les tensions avec le régime de Bachar Al Assad et le gouvernement conservateur du Kurdistan irakien.

Aujourd'hui, la révolution du Rojava est attaquée par le nouveau gouvernement syrien, issu d'Al Qaida, et par les alliés djihadistes de la Turquie.

La menace de Daech est encore bien vivante. Des cellules dormantes s'activent régulièrement dans le Nord-Est syrien, et les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, agrégation de plusieurs forces d'auto-défense constituée autour des forces kurdes) détiennent des milliers d'ex-combattants de l'État islamique.

L'État turc, en guerre contre plusieurs partis communistes et contre le mouvement de libération kurde, bombarde régulièrement les positions de la résistance au Kurdistan irakien et en Turquie (ciblant parfois des civil·es) et attaque fréquemment le Nord-Est syrien. La Turquie occupe

même une partie de la Syrie, pour contrer la révolution du Rojava qui menace de s'étendre au reste du Kurdistan et du Moyen-Orient. La Turquie soutient militairement des groupes djihadistes en lutte contre l'auto-administration. Elle avait même un temps fermé les yeux sur (voire facilité) des convois de Daech entre la Turquie et la Syrie, avant que l'État islamique se retourne contre l'État turc.

Il y a quelques mois, le régime de Bachar Al Assad a enfin été balayé en Syrie. Mais il a été remplacé par une alliance hétéroclite dominée par HTC, un groupe commandé par Jolani (aujourd'hui à la tête du gouvernement syrien) et issu du Front al Nosra créé d'abord sur ordre de Daech avant de prêter allégeance à Al Qaida. L'armée de ce nouveau régime attaque en ce moment-même les positions défendues par les FDS.



Le modèle confédéral, féministe et multi-ethnique mis en place dans le Nord-Est syrien est en danger. La révolution du Rojava est attaquée par les éléments les plus réactionnaires présents dans la région.

La fin de l'expérience démocratique au Rojava et au-delà aurait des conséquences désastreuses pour les femmes, les minorités ethniques et religieuses, les mouvements démocratiques et l'écologie, sans compter les souffrances provoquées par la guerre. La Suisse doit agir !

Pour commencer, il faut que la Suisse refuse tout lien avec le gouvernement de Jolani (qui avait été invité au WEF !). Son armée massacre les Kurdes et autres minorités religieuses et ethniques et tente de détruire une expérience démocratique impressionnante.

Cela n'empêche pas la « communauté internationale » de se rapprocher de son régime. L'Union européenne négocie ainsi une aide de 620 millions d'euros à la Syrie. Notre pays doit condamner clairement ces rapprochements, et reconnaître l'administration autonome.

La Suisse doit aussi tout faire pour empêcher l'État turc d'attaquer la révolution du Rojava. Malgré de multiples violations des droits humains et l'occupation d'une partie du Nord-Est syrien, les usines suisses continuent

d'envoyer du matériel à usage militaire en Turquie, souvent sous l'étiquette de « matériel à usage mixte ». La place financière helvétique est aussi complice de l'armée turque et de ses attaques contre le mouvement de libération kurde.

Il faut une solution politique pour le Kurdistan ! La révolution du Rojava, en dépassant le nationalisme kurde au profit d'un modèle confédéral qui ne nécessite pas de créer de nouveaux États-nations, permet d'entrevoir concrètement un futur durable, pacifique, non-patriarcal et démocratique dans toute la région. Il ne faut pas laisser les forces réactionnaires, que ce soit Daech, l'État turc, ses alliés djihadistes, ou le régime de Jolani, détruire l'administration autonome.

Nous appelons à se mobiliser massivement, partout, et à faire pression sur la Suisse pour qu'elle agisse en faveur des mouvements progressistes et de la paix.

La mobilisation internationale a déjà permis de ré-ouvrir des négociations entre l'administration autonome et le gouvernement de transition syrien. Ne lâchons rien !

Nous n'oublions pas que le mouvement de libération kurde et ses alliés paient aussi un lourd tribut de vies humaines, depuis des années, en Irak, où le gouvernement régional kurde conservateur s'allie à l'État turc et facilite les bombardements contre la

résistance, et n'a pas pu protéger les Yézidis contre Daech ; en Turquie (où l'armée va jusqu'à bombarder des civil·es et où les prisonnier·ères politiques se comptent par milliers ; et en Iran, où le régime des mollahs

massacre depuis plusieurs semaines les mouvements d'opposition, faisant des milliers de victimes. Vive la lutte des peuples opprimés, vive la solidarité internationaliste, *biji berxwedana Rojava!*

PAIX AUX CHAUMIÈRES, GUERRE AUX PALAIS, PAIX AU MONDE, GUERRE AU WEF

La Jeunesse socialiste suisse a appelé à se mobiliser contre le Forum économique mondial de Davos, le WEF, en utilisant le slogan « *Friede der Welt, Krieg dem WEF* » (paix au monde, guerre au WEF). Face à la polémique naissante, le mot d'ordre a été abandonné.

Pourtant, les faiseurs de guerre, ce sont bien les oligarques, autocrates, chef·fes d'État qui se réunissent aux Grisons chaque année – coûtant au passage environ 4,5 millions au contribuable en frais de sécurité, alors que le financement de la protection de l'environnement et des services publics est sabré de partout. On parle de Trump et sa clique, alors que les États-Unis venaient d'attaquer le Vénézuéla et que l'ICE, ignoble depuis sa création, est fonctionnellement devenue une milice fasciste. De Herzog, le président israélien, alors que le génocide du peuple palestinien et la colonisation se poursuivent. D'UBS, qui finance industrie de l'armement et énergies fossiles. De Palantir, géant étasunien de la surveillance dont le

fondateur a dit que le but était de tuer des communistes. Et s'il a finalement renoncé, Jolani (al Charaa), ex-commandant d'Al Qaida et homme fort du nouveau régime islamiste syrien, était invité, alors que les minorités druzes et alaouites sont attaquées par les forces du gouvernement dit de transition et que l'expérience fédéraliste et démocratique du Nord-Est syrien est attaquée par les forces de Jolani et les alliés djihadistes de l'État turc. Des milliers de combattants de l'État islamique ont été libérés, mais l'Union européenne ne trouve rien de mieux à faire que de négocier une aide de 620 millions d'euros au régime de Jolani.



La Suisse, plus préoccupée par la bonne marche des affaires que par les droits humains, emboîte le pas. Finalement, ce forum a été l'occasion pour Trump de lancer un soi-disant Conseil de la Paix, sorte de nouvelle ONU des amis autocrates de Trump (président à vie du Conseil avec droit de veto) dont la place de membre permanent peut être achetée pour un milliard de dollars (alors que les États-Unis financent de moins en moins les agences onusiennes). Au moins deux personnes invitées par Trump (Netanyahu et Poutine) n'ont pas le droit d'entrer en Suisse sous peine d'être arrêtées sur mandat de la Cour pénale internationale.

À chacune de nos manifestations ou de nos grèves on nous accuse d'être sous l'influence de l'Étranger (typiquement de la France), la présence internationaliste dans les mobilisations de

gauche est régulièrement dénoncée, et on nous dit fréquemment que la petite Suisse doit rester neutre et ne peut rien faire au niveau mondial.

Pourtant, les ultra-riches, les profiteurs de guerre, les grandes banques, les président·es se réunissent tous les ans dans les Alpes suisses, faisant mine de se préoccuper de la paix et de la protection de l'environnement, mais en réalité se partageant le monde entre puissants hors de tout cadre démocratique, avec la bénédiction de l'État suisse.

UBS, Axa, la BNS, Rami, Lockheed Martin, Elbit et tant d'autres font la guerre aux chaumières, depuis la Suisse. Nous préférons nous en prendre aux palais, et construire ensemble un monde plus juste, plus durable, plus horizontal, plus solidaire, plus partageux.

GUERRE, GUERRE, GUERRE

Ces derniers mois, la Grève du Climat s'est fortement impliquée dans les mouvements de solidarité avec le peuple palestinien et avec le mouvement de libération kurde et ses alliés.

Mais nous n'oublions pas que de nombreux peuples souffrent, et que les intérêts impérialistes du Nord global et souvent de la Suisse contribuent à cette souffrance. La situation est catastrophique au Soudan, les affrontements entre différentes factions

entraînent la mort directe de milliers de personnes et la destruction de nombreuses infrastructures civiles.

Les deux principales factions, les FSR (forces de soutien rapides) et les forces armées soudanaises, sont soutenues par divers États, non pour des raisons idéologiques, mais pour la possibilité de profiter des ressources naturelles du Soudan une fois que leur champion aura gagné la guerre et assis son autorité.

Les FSR sont largement soutenues notamment par les Émirats Arabes Unis (qui ont aussi enrôlé des mercenaires anti-communistes colombiens), par le Tchad, et jusqu'à fin 2024 par la Russie via la milice néo-nazie russe Wagner. Les forces armées soudanaises bénéficient notamment de l'aide de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite... mais aussi de l'Iran !

La Suisse n'est pas directement impliquée, mais sa filière de l'or joue un rôle non négligeable dans les tensions et n'hésite pas franchement à se procurer de l'or extrait dans des conditions atroces.

La situation est également dramatique en République Démocratique du

Congo. Plusieurs millions de personnes y sont mortes depuis les années 1990, et les combats s'intensifient notamment dans les régions sous influence de l'État rwandais. Là aussi, la convoitise pour de nombreux minerais pousse les États et entreprises du Nord global à fermer les yeux et profiter de la situation pour s'enrichir.

Nous pourrions malheureusement continuer la liste longtemps : Iran, Sahara occidental, Birmanie, Papouasie occidentale, Yémen, et tant d'autres. La guerre est toujours une catastrophe humaine et environnementale.

Le pacifisme et l'anti-impérialisme sont aussi des enjeux écologistes.

CONTRE LES PROFITEURS DE GUERRE – SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM !

La Suisse, qui cultive une image de neutralité toute pacifique, joue un rôle important dans le commerce de guerre. D'une part, sa place financière (Banque Nationale Suisse, banques privées, assurances, etc.) investit largement dans l'industrie de l'armement, notamment étasunienne et israélienne.

D'autre part, sa place industrielle participe matériellement à la machine militaro-industrielle, soit en exportant des composants et des machines-outils dits à usage mixte, soit carrément en produisant des armes.



Notons aussi que des entités comme l'EPFL participent aussi à cette industrie mortifère, en faisant du développement.

La guerre est toujours une catastrophe humaine et environnementale, le temps qu'elle dure, mais aussi des années voire des décennies plus tard, pendant lesquelles les survivant·es doivent endurer mutilations, traumatismes, deuil, pollution, misère, maladies, manque d'infrastructures, etc. Pourtant, la majorité bourgeoise de l'Assemblée fédérale vient de décider de faciliter le commerce de matériel de guerre, notamment en rendant plus aisées la vente à certains États et la ré-exportation.

Résultat : encore plus d'armes suisses pourraient être utilisées dans des

guerres civiles et des guerres d'agression.

Encore une fois, la course effrénée au profit immédiat pour les classes possédantes mène à mépriser les droits humains et à encourager la guerre.

La Grève du Climat, aux côtés de l'ensemble du camp progressiste, appelle à rejeter clairement le changement législatif qui faciliterait le commerce de guerre, et invite toutes les personnes ayant la nationalité suisse à signer sans tarder le référendum et à le renvoyer au plus vite au comité référendaire.

Un argumentaire plus conséquent et la feuille de signatures à télécharger peuvent être trouvés sur :

referendum-materieldeguerre.ch/

QUE FAIRE DE L'AVIATION ?

Voler est un vieux rêve humain, devenu réalité depuis un peu plus d'un siècle, mais à quel prix ? Et avec quelles conséquences ? Dans la mythologie grecque, Icare s'envole grâce à des ailes de cire et de plumes. Grisé par la sensation de liberté, il monte toujours plus haut, malgré les avertissements. Mais le soleil fait fondre la cire, et Icare chute et périt dans la mer. Avec les connaissances actuelles du poids de l'aviation sur le bilan carbone mondial, on peut presque y lire une sorte de mise en garde.

Mais dans le mythe, Icare assume seul

les conséquences de ses actes, alors que dans notre monde moderne, les Icares vivent et ce sont les autres, souvent les plus vulnérables, qui en paient le prix.

À ses débuts, l'avion était un objet presque magique. Une machine rare, coûteuse, réservée à quelques aventurier·ère·s, scientifiques ou célébrités. Voler relevait de l'exploit, de l'événement et ce n'était pas à la portée de tout le monde. Même du temps de nos grands-parents, prendre l'avion restait exceptionnel. Dans les années 1970, environ 300 millions de

personnes prenaient l'avion chaque année. En 2024, c'est plus de neuf milliards de passagè·es annuel·les.

On le sait aujourd'hui, l'aviation est l'un des modes de transport les plus émetteurs de gaz à effet de serre par personne et par kilomètre, très loin devant le train ou le car. Elle contribue de manière disproportionnée à la crise climatique, mais aussi à la pollution de l'air, au bruit, et à l'accaparement de ressources fossiles.

Quelques ordres de grandeur permettent de saisir l'ampleur du problème : à l'échelle mondiale, l'aviation représente environ 2,5 % des émissions de CO₂, mais près de 4 % du réchauffement climatique total si l'on inclut ses effets non-CO₂ (traînées de condensation, oxydes d'azote...).

Les vols long-courriers jouent un rôle central : à eux seuls, ils concentrent environ 50 à 60 % des émissions du secteur, alors qu'ils ne concernent qu'une minorité de voyageur·euse·s. Le fret aérien, bien que marginal en volume par rapport au transport maritime, affiche une intensité carbone extrêmement élevée par tonne-kilomètre. Les jets privés constituent un cas extrême : utilisés par une fraction infime de la population mondiale (environ 0,003 %), ils génèrent des émissions par personne totalement hors norme. Enfin, le tourisme aérien représente la grande majorité des vols passagers dans les pays riches, loin

devant les déplacements réellement indispensables.

Une majorité des êtres humains ne prendra jamais l'avion de sa vie. À l'échelle mondiale, on estime qu'à peine 10 à 15 % de la population a déjà pris l'avion au moins une fois, et seulement 2 à 4 % ont effectué un vol international. Autrement dit, voler reste un privilège de classe, largement concentré dans les pays riches et chez les ménages les plus aisés.



Pourtant, dans nos sociétés, prendre l'avion est perçu comme banal, presque un droit implicite, aussi normal et naturel que d'ouvrir un robinet et d'avoir de l'eau potable. Cette perception masque de fortes inégalités sociales : même en Europe, une part importante de la population ne prend jamais l'avion, tandis qu'une minorité, souvent plus aisée, concentre l'essentiel des vols, en particulier les vols fréquents et long-courriers.

Or, même l'eau potable, un besoin pourtant vital, n'est pas accessible à tou·te·s. Des milliards de personnes n'y ont pas accès, ou de manière précaire. Et même là où elle coule au robinet, elle est de plus en plus menacée : par les multinationales, par

l'agriculture industrielle, et désormais aussi par les centres de données énergivores liés au numérique et à l'IA.

Il y a pourtant une différence fondamentale : l'eau est indispensable à la vie. Voyager en avion ne l'est pas. Mais aujourd'hui, on ne se demande plus *si* on va prendre l'avion, mais *quand, à quel prix et pour aller où*. Mais ce qui est présenté par certain·es comme un droit individuel est en réalité un privilège collectif impossible à généraliser.

Il n'y a pas si longtemps, la majorité des gens voyageaient peu, voire pas du tout, et menaient malgré tout des vies pleines de relations, de culture et de sens. La mobilité extrême n'est pas un prérequis au bonheur humain ; c'est une construction récente, intimement liée au capitalisme globalisé.

Par ailleurs, une part importante des voyages aériens s'inscrit dans une logique néo-colonialiste : consommation d'un ailleurs exotique, tourisme de masse, appropriation temporaire de lieux, de cultures et de personnes, souvent sans réciprocité réelle voire parfois dans une posture de sauveur·euse blanc·he occidental·e.

Cette mobilité asymétrique s'inscrit dans une longue histoire de rapports de domination : ce sont majoritairement les habitant·es des pays les plus riches, historiquement responsables de la majorité des émissions, qui se déplacent vers des régions déjà

fortement exposées aux conséquences du dérèglement climatique.

On part « rencontrer des gens formidables » à l'autre bout du monde, tout en connaissant à peine ses voisin·e·s de palier ou de quartier. Dans certains cas, cette quête d'ailleurs fonctionne aussi comme une fuite : s'évader d'un quotidien rendu insupportable par des conditions de travail, de logement ou de lien social dégradées, plutôt que de transformer collectivement ce qui ne fonctionne plus ici.

NOUS AVONS BESOIN D'UN CHANGEMENT STRUCTUREL

Malheureusement, changer individuellement est difficile dans un système qui encourage l'inverse. L'avion n'a jamais été aussi bon marché, alors même qu'il reste extrêmement coûteux sur le plan écologique. Cela peut paraître contradictoire, mais ce n'est pas un hasard, c'est une volonté économique et politique.

En Suisse, l'aviation bénéficie de subventions importantes et d'exonérations fiscales (kérosène non taxé, TVA réduite ou inexistante sur les billets internationaux). Dans le même temps, les transports publics ne sont toujours pas gratuits, et le Parlement fédéral a récemment retiré son soutien aux trains de nuit longue distance.

À trajet équivalent, le train est pourtant très largement moins émetteur que l'avion, surtout sur les courtes et moyennes distances (de cinq fois

moins à près de 90 fois moins d'émissions par personne et par trajet).

Comme cela été le cas pour l'acceptation (même si on est encore loin de la normalisation) du végétarisme, un véritable changement nécessite à la fois une évolution des mentalités et un soutien structurel. Les choix individuels comptent, mais ils sont insuffisants sans politiques publiques cohérentes. À ce niveau-là, les grandes entreprises et les États pourraient faire une différence énorme : favoriser et subventionner le rail et les alternatives bas-carbone, limiter les déplacements professionnels inutiles, reconnaître le temps de trajet comme du temps de travail, investir dans des infrastructures durables et accessibles... Si seulement cela n'allait pas à l'encontre de leurs intérêts financiers.

À QUOI EST-ON PRÊT À RENONCER ?

Beaucoup de gens, par souci écologique, font des efforts sur leur alimentation. On sait qu'on ne peut pas manger des steaks tous les jours. Mais de la même manière, on ne peut pas prendre l'avion plusieurs fois par an sans conséquences. Petit comparatif : un aller-retour Zürich-New-York génère environ plus de trois tonnes de CO₂ par personne¹. La différence entre un régime végétarien ou un régime

« standard » sur année équivaut à 0,5 tonnes de CO₂ (0,7 tonnes pour un régime vegan²). Le vol longue-distance « annule » donc de nombreuses années d'efforts individuels.

Voler est un luxe impartageable. Pire que cela, les premières victimes des conséquences du changement climatique ne seront pour la plupart jamais montées dans un avion. C'est donc une question de justice : renoncer à une part de ce luxe dispensable, c'est laisser de l'espace climatique aux autres. Une forme de sobriété volontaire, non pas punitive, mais solidaire.

ET ALORS, ON FAIT QUOI ?

Faut-il renoncer à voyager ? Rester « dans son bled » toute sa vie ? Pour une majorité de la planète, c'est déjà la réalité, souvent subie, parfois rendue encore plus dure par les guerres et le dérèglement climatique.



¹ Site web Bonpote.com, Thomas Wagner, 12 mai 2022
« Avion : calculer en 3 clics votre empreinte carbone ».

² Fiche d'information du WWF Suisse « Une alimentation respectueuse de l'environnement – Pour notre bien à tous »

Mais nous pouvons aussi l'envisager autrement, comme une richesse : au lieu de chercher ailleurs ce qui nous manque ici, construisons-le.

Au lieu de fuir un quotidien qui nous insupporte ou nous oppresse, changeons-le collectivement. Investissons davantage nos lieux de vie, nos quartiers, nos villages et nos immeubles. Recréons du lien là où nous sommes. Découvrons ou redécouvrons l'endroit où nous habitons, sa culture, ses paysages, ses habitant·es. Pas dans une logique de repli sur soi, mais dans une volonté de lien humain et de collectivité riche et fertile. Et quand nous voyageons, alors profitons de nos

voyages, doucement. Prenons le temps de voir les paysages changer au fil des rails ou des routes, faisons des haltes et rencontrons d'autres réalités insoupçonnées, soyons curieux·es des autres.

Refuser la normalisation de l'aviation, ce n'est pas refuser le rêve ou la curiosité. C'est accepter de redéfinir ce qui compte vraiment. Comme Icare, nous avons cru que voler toujours plus était synonyme de liberté.

Il est peut-être temps d'apprendre à atterrir avant la chute : ralentir, partager, et construire des vies désirables dans le respect des limites planétaires.

ABANDON DU TRAIN DE NUIT, PAS SURPRISEXS MAIS QUAND MÊME DÉÇUEXS

En fin d'année 2025, le parlement suisse a voté contre la subvention de 47 millions qui aurait permis la mise en place d'un train de nuit entre Bâle et Malmö (Suède), passant par Hambourg et Copenhague. Cette coupe est un véritable recul par rapport à la loi CO₂ votée en 2024 qui prévoyait de promouvoir les trains de nuit grâce à une partie des taxes sur le transport aérien.

Alors que la crise climatique s'aggrave encore et encore, le parlement décide de poursuivre allègrement sa politique de coupe dans les services publics, touchant cette fois-ci au secteur du tourisme qui pollue

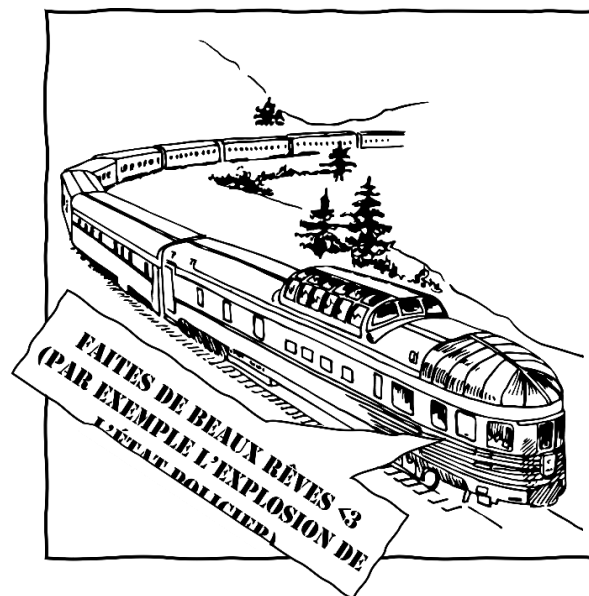
énormément, et ce notamment à cause du transport aérien. Pourtant, à la Grève du Climat, cela ne nous surprend pas. En effet, nos chères autorités fédérales n'ont de cesse de nous décevoir, en faisant passer des lois et autres décrets allant contre une société plus écologique et sociale. Une telle proposition avait donc peu de chance d'aboutir dans le contexte austéritaire actuel.

Pourtant, les trains de nuit constituent une vraie alternative aux vols de courte et moyenne distance. Les rendre moins chers et plus réguliers que des trajets en avion permettraient de rendre ces trains plus accessibles.

Mais l'aviation n'est pas la seule cible. Un rapport de l'OFS sur les voyages de la population résidente suisse en 2024 indique que pour les voyages de plusieurs jours, on se déplace à 52 % avec un véhicule individuel motorisé, à 26 % par avion, à 19 % des transports publics terrestres et à 3 % d'autres moyens. Là encore, les trains de nuit, qui permettent d'éviter les longs trajets en voiture, sont une solide option, si tant est qu'ils ne disparaissent pas dans les prochaines années bien sûr.

Il est aussi intéressant de noter que les subventions accordées chaque année au secteur de l'aviation s'élèvent à 1.6 milliards de CHF par année. Sachant que la subvention pour le train de nuit Bâle-Malmö représentait 47 millions

pour sa mise en place + 10 millions par année, on pourrait financer ce train pendant 155 ans avec juste une année de subvention pour l'aviation. Pas mal non ? C'est suisse.



Bref, abattons la citadelle et mettons des trains partout, merci.

BULLETIN

Réunion nationale

On s'est un peu calmé par rapport à 2019, année durant laquelle on a tenu cinq congrès nationaux de la Grève du Climat. Mais on continue de se réunir régulièrement, comme en novembre dernier près de Zurich. Ces réunions sont précieuses, elles offrent des espaces d'échanges entre les groupes régionaux (de Neuchâtel à Zurich, du Tessin à Berne) et permettent de discuter collectivement de notre stratégie, de nos priorités et de notre fonctionnement interne. Et d'entraîner notre allemand.

Black Freeday

Encore un succès pour la cinquième (!) édition du Black Freeday en novembre 2025, avec une nouvelle fois un marché gratuit et un infokiosque, cette fois accompagné d'une buvette et de crêpes à prix libre, et d'une jolie prestation de la Chorale révolutionnaire. L'événement organisé par l'Intercollectif au centre-ville de Neuchâtel permet à des centaines de personnes de bénéficier d'une alternative durable et solidaire au black friday, à la surconsommation et à la surproduction.

Petit Noël

On enchaîne les manifs, les réus, les actions, les récoltes de signatures, les distributions de tracts et les ventes de *Perturbations*. Mais on prend aussi le temps de passer des moments sympas, comme avec le petit Noël, qu'on organise régulièrement avec les membres actif·ves de la Grève du Climat, mais aussi les copaines. C'est l'occasion de prendre des nouvelles, de se détendre un peu, et de profiter du stock d'huile de coude rassemblé au même endroit pour reconstituer notre réserve de badges.

Vénézuéla

L'année sera animée. Dès le 3 janvier, les États-Unis ont attaqué le Vénézuéla, enlevé son président et annoncé que Trump gérerait le pétrole de ce pays d'Amérique latine. Des manifestations spontanées ont eu lieu un peu partout dans le monde, y compris en Suisse et à Neuchâtel le jour-même. L'occasion de rappeler que la Suisse, sa diplomatie, ses banques, sa place industrielle se rangent résolument du côté de l'impérialisme étasunien, et que c'est aussi depuis chez nous qu'il faut le combattre.

Stratégie

Cela fait plus de sept ans que la Grève du Climat se bat pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et

renforcer la justice climatique. En 2018 et 2019, on a réussi à imposer la question du réchauffement climatique dans le débat public. Mais en parler ne suffit pas à faire face efficacement à la catastrophe environnementale et sociale en cours ! La Grève du Climat organise régulièrement des discussions et cycles de réflexion, au niveau national ou régional, pour discuter de l'évolution de notre stratégie. On encourage tous les collectifs écologistes à faire de même et à diffuser leurs réflexions !

TVA

Manifestement, couper plus de trois milliards de francs dans les services publics, la protection de l'environnement, l'égalité de genre, l'intégration etc. ne suffit pas à apaiser les appétits des militaristes. Le Conseil fédéral propose... d'augmenter la TVA pour renforcer le budget de l'armée. Encore une fois, le camp bourgeois impose des taxes aux classes populaires et moyennes. Encore une fois, il renforce une institution anti-démocratique, polluante et violente. Encore une fois, l'environnement, l'égalité et la promotion de la paix passent à la trappe.

Défense des médias publics et régionaux

Le 7 février, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Bellinzone

pour défendre la RSI (l'équivalent italo-phonique de la RTS) et s'opposer à l'initiative anti-SSR « 200 francs, ça suffit ! ». La mobilisation, organisée par les syndicats de l'USS (notamment le SSM), était soutenue par 85 organisations, notamment la Grève du Climat (qui a participé au défilé), les syndicats chrétiens, l'association des communes tessinoises, les partis de gauche, de nombreuses associations culturelles et sportives, et même les femmes libérales-radicales !

Rojava

Les manifestations pour le Rojava se succèdent dans toute la Suisse (voir dans ce numéro). Les membres de la Grève du Climat y participent, individuellement ou en tant que groupe. Des camarades se sont aussi rendu·es au Kurdistan pour documenter la situation.

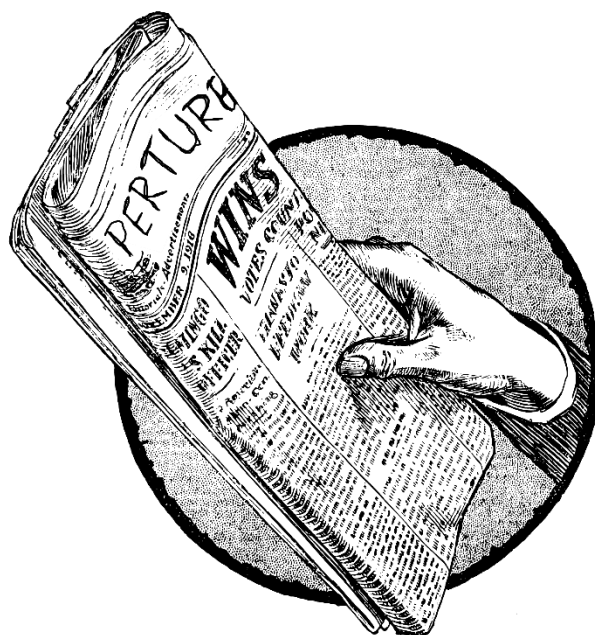
Fête des travailleuses

La Grève du Climat Neuchâtel s'investit dans les comités du 1^{er} Mai des Montagnes et du Littoral. Cette année, des fêtes et manifestations auront lieu à Neuchâtel le 30 avril en soirée, et à La Chaux-de-Fonds le 1^{er} mai en journée, au collège des Forges. Dans le canton, une autre fête aura lieu à Fleurier, à côté de la gare. Faisons du

1^{er} Mai une journée de lutte, internationaliste, anticapitaliste, queerféministe et écologiste !

Stands et vente du journal

La Grève du Climat a tenu un stand en ville de Neuchâtel le samedi 6 janvier. Un peu froid, mais une belle occasion de discuter avec les passant·es. On vend aussi régulièrement notre journal au marché de La Chaux-de-Fonds, ce qui permet de toucher des gens qui ne nous suivent pas sur les réseaux sociaux (et on aime bien le format papier). On pose aussi notre journal dans quelques bistrotts et lieux militants, n'hésitez pas à nous en demander (ou à en imprimer directement depuis neuchatel.climatestrike.ch).



LA TÈNE – TERRES AGRICOLES EN DANGER

Mauvaises nouvelles en ce début d'année. Le projet de pôle économique de La Tène, dans le canton de Neuchâtel, va de l'avant. Des terres agricoles particulièrement fertiles seraient détruites sur le territoire de Laténa pour y implanter une zone industrielle. Le recours déposé en 2023 par La Tène en Transition a été rejeté par le Tribunal cantonal en décembre 2025. L'association ira au niveau fédéral. Les autorités cantonales parlent de « zone d'activités de pointe capable d'accueillir environ 3'000 emplois dans des secteurs à haute valeur ajoutée, à proximité d'un écoquartier de 500 habitantes et d'équipements publics de qualité, et bénéficiant d'une bonne desserte en transports publics ». Dans la pratique, il s'agirait de détruire des terres particulièrement fertiles pour y mettre des

usines. Le Conseil d'État, depuis quelques temps de nouveau à majorité de gauche et comprenant une membre des Vert·es pour la deuxième fois de son histoire, s'entête à parler de développement sans jamais se poser la question de comment un monde fini pourrait supporter une croissance infinie. Le gouvernement neuchâtelois va jusqu'à parler de « réduire l'étalement urbain », alors que de nombreux bâtiments, locaux, usines, hangars et même terrains vagues sont inexploités dans le canton. Il faut lutter pour défendre ces terres et pour sortir du dogme de la croissance infinie !

*Plus d'informations sur
lateneentransition.com*

LE BIO, QU'EST-CE QU'ON EN PENSE ?

Les aliments bio sont le sujet de beaucoup de suppositions et d'affirmations. Ils seraient plus riches en nutriments, meilleurs pour l'environnement, avec moins de pesticides, etc. Mais est-ce vraiment le cas ? Dans le domaine de l'alimentation, il est souvent difficile de démêler les idées reçues des faits prouvés, alors on va essayer d'y voir plus clair. Pour cet article, on va se pencher sur plusieurs études et méta-analyses (une méta-analyse est une étude scientifique qui se base sur

plusieurs autres études scientifiques pour en dégager des tendances globales et obtenir des résultats plus fiables statistiquement). Ces documents se concentrent généralement sur l'agriculture biologique en Europe et aux États-Unis.

Commençons par l'aspect santé. On entend souvent qu'il y aurait davantage de nutriments dans les aliments issus de l'agriculture biologique, mais en réalité, différentes méta-analyses

semblent indiquer que la composition nutritionnelle des aliments bio versus non-bio est très similaire et que les différences sont marginales. Cependant, et cela répond à notre deuxième affirmation, les aliments bio contiennent significativement moins de pesticides, ainsi que moins de bactéries antibiorésistantes³. Cela serait dû au fait que les restrictions de l'agriculture bio incluent une utilisation limitée des pesticides et des antibiotiques, qui sont beaucoup plus largement utilisés dans l'agriculture conventionnelle (même si ça dépend des pays, mais on va y revenir).

Pour les effets directs sur la santé, là encore les conclusions ne sont pas claires. Si on compare les personnes qui consomment des aliments bio à celles qui n'en consomment que peu ou pas, les premières sont généralement en meilleure santé. Mais il est essentiel de noter que les personnes enclines à consommer bio ont souvent un mode de vie plus sain, ce qui a un impact sur leur santé. Iels ont aussi, en général, un niveau d'éducation plus élevé et un revenu plus important⁴. On ne peut donc pas en conclure que la consommation d'aliments bio est meilleure pour la santé, mais plutôt qu'ils s'inscrivent dans une certaine pratique de l'alimentation, marquée socialement et n'étant pas accessible à

touxtes, qui elle impacte positivement leur santé.

On peut mettre cela en lien avec le prix des aliments bio. Par exemple, en Suisse, les légumes bio sont en moyenne pratiquement deux fois plus chers que leur équivalent non bio (même s'il y a une grande variation selon les produits). Pour les produits laitiers, c'est plutôt autour des 25 % plus cher⁵. Une alimentation majoritairement bio n'est donc clairement pas possible pour tout le monde.

Concernant l'impact environnemental, l'agriculture biologique semble avoir moins d'effets négatifs que l'agriculture conventionnelle. Si on compare par parcelle de sol, le mode d'agriculture bio permet une plus haute teneur en matière organique dans le sol, ainsi qu'une diminution de la perte des nutriments (moins de lessivage de l'azote et du phosphate entre autres) et une baisse des émissions de gaz à effet de serre.



³ Smith-Spangler et al. (2012), *Are organic foods safer or healthier than conventional alternatives? A systematic review*
Mie et al. (2017), *Human health implications of organic food and organic agriculture: a comprehensive review*

⁴ Dangour et al. (2010), *Nutrition-related health effects of organic foods: a systematic review*

⁵ Selon les données du marché bio de début 2026 sur le site de l'Office fédéral de l'agriculture.

Mais quand on compare par produit (par exemple la différence entre un kilo de carottes bio et un kilo de carottes non bio), ces écarts diminuent beaucoup voire s'annulent, à cause du rendement plus faible de l'agriculture bio.

En effet, ce qui revient souvent c'est que le rendement de l'agriculture biologique, comparé à l'agriculture conventionnelle, est plus faible et plus variable⁶.

Cependant, les agriculteuricexs semblent gagner davantage, pour des coûts similaires⁷ (moyenne selon des données venant principalement d'Europe et des USA), probablement grâce aux subventions et à l'écart de prix.

Un autre effet positif sur l'environnement est la plus grande biodiversité sur les exploitations bio. Que ce soit l'agro-biodiversité (la diversité des plantes cultivées) ou la biodiversité sauvage.

À noter qu'en Suisse, la différence de rendement moyenne entre l'agriculture bio et conventionnelle est de 15 %, ce qui est plus faible que la moyenne européenne, ce qui serait dû au rendement déjà plus faible que le reste de l'Europe pour l'agriculture conventionnelle, la Suisse étant plus restrictive en matière d'engrais et de

pesticides pour tous types d'agriculture⁸.

Donc, que penser de tout ça ? Eh bien, ce qui est sûr, c'est que les différences entre une alimentation issue de l'agriculture biologique et conventionnelle sur la santé ne sont pas fracassantes. Le principal avantage du bio est de limiter notre exposition (et celle des agriculteuricexs) aux pesticides. Par contre, pour ce qui est de l'environnement, les impacts positifs sont plus clairs. Une utilisation réduite des pesticides et des engrais d'origine minérale, qui sont souvent fabriqués avec des ressources fossiles, ainsi une plus grande biodiversité sur les exploitations bio, entre autres.

Finalement, même si ce n'est pas la panacée, l'agriculture biologique est selon nous un pas dans la bonne direction. Elle prône une pratique plus respectueuse de l'environnement et consciente des limites du sol, pour une agriculture plus durable et moins nocive. Et alors que le fondement même du capitalisme nous pousse à sans cesse viser une productivité plus haute en dépit des limites environnementales et planétaires, et qu'en même temps l'agriculture conventionnelle mondiale devient de moins en moins efficace à cause du réchauffement

⁶ Tuomisto et al. (2012), *Does organic farming reduce environmental impacts? – A meta-analysis of European research*
Mondelaers et al. (2009), *A meta-analysis of the differences in environmental impacts between organic and conventional farming*

⁷ Smith et al. (2019), *Organic farming provides reliable environmental benefits but increases variability in crop yields: A global meta-analysis*

⁸ Krause et al. (2024), *Organic cropping systems balance environmental impacts and agricultural production*

climatique et de l'élévation du niveau de la mer, il est vital de développer une agriculture durable, résiliente et réaliste. Ce qui devra aussi passer par une modification de notre

alimentation, avec une diminution drastique de notre consommation de produits d'origine animale (on reparlera de ça bientôt, restez à l'affût !).

LA GRÈVE DU CLIMAT, LA SCIENCE ET LE CHANGEMENT DE SYSTÈME

La Grève du Climat s'appuie fréquemment sur la science, notamment les rapports du GIEC. Mais qu'est-ce que ça recouvre concrètement, et est-ce que tous les « mouvements climat » qui se réfèrent à la science la mobilisent de la même manière ? Un article publié en décembre 2025 y répond en partie. Nous reproduisons le résumé ci-dessous. L'article est disponible gratuitement en ligne sur le site de la revue, et on en a fait une version brochure téléchargeable sur neuchatel.climatestrike.ch. La référence de l'article :

Robin AUGSBURGER, « “Écouter la science” – Contre-expertise, éducation populaire et changement de système à la Grève du Climat », RED, *revue pluridisciplinaire d'éducation par et pour les doctorant·es* n° 4, pp. 78-93, 2025

Les mouvements climat appellent à « écouter la science » et valorisent fortement les savoirs scientifiques. Les liens entre ces mouvements et la science, encore relativement peu étudiés, varient cependant d'un pays et d'un mouvement à l'autre. Pour préciser ces liens à la science et documenter

le mouvement en Suisse, cet article s'appuie sur une enquête ethnographique au sein de la Grève du Climat – Suisse, membre de Fridays for Future.

Il montre que contrairement à d'autres composantes des mouvements climat, la Grève du Climat produit des (contre-)expertises et assume clairement un positionnement politique et une revendication de changement de système.

Ces expertises s'inscrivent dans un discours et un projet de rupture avec l'ordre établi, tout en mobilisant la science déjà existante (notamment les publications du GIEC) et des connaissances reconnues voire produites par les autorités.



Tout en rejetant les logiques des « systèmes experts », le mouvement produit des expertises qui s'inscrivent dans un registre analogue à celui des expertises dominantes. Celles-ci sont produites et diffusées au sein et en

marge de la Grève du Climat par des activités relevant de l' « éducation populaire politique », et sont portées collectivement par le mouvement qui revêt lui-même le rôle d'expert.



**AVANT, J'ÉTAIS ALIÉNÉ
PAR MON TRAVAIL...**

**MAIS DEPUIS QUE JE LIS
PERTURBATIONS, JE ME
SUIS ORGANISÉ AVEC
MES CAMARADEXS ET ON
MILITE TOUXTES
ENSEMBLE !**

**REJOINS-NOUS ET
AVANÇONS VERS LA
RÉVOLUTION !**

AGENDA MILITANT

Ci-dessous, divers évènements des copaines de la région à venir !

11 mars 2026 : Conférence sur l'écosocialisme organisée par solidaritéS, à 19h30 à l'Hôtel des Associations (Neuchâtel). Suivi de formations/discussions sur l'écosocialisme ayant lieu les dimanches 15 et 29 mars, de 14h à 17h à Unia, Av. de la gare 3 (Neuchâtel).

20 mars 2026 : Projection du film « *Notes on displacement* » à L'AMAR, Rue de la Coquemène 1, Serrières (Neuchâtel), organisé par le PFCE, le CAP, L'AMAR et BDS.

21 mars 2026 : Festival des Convergences, organisé par l'Intercollectif neuchâtelois, à la Case à Chocs, Quai Philippe-Godet 20 (Neuchâtel). Infos et billetterie sur le site de la Case à Chocs.

28 mars 2026 : Carnaval antifasciste à Lausanne !

4 avril 2026 : Fête des deux ans de la ferme des Hirondelles ! Chemin du Bois-des-creux 34, Boudry.

30 avril 2026 : Fête des travailleuses à Neuchâtel, discours, musique et restauration au Balkkon, Neubourg 20 ! Manifestation à 17h15, départ depuis la Fontaine de la justice.

1^{er} mai 2026 : Fête des travailleuses à la Chaux-de-Fonds, manifestation à 14h, départ du Collège des Forges, discours, musique et repas avec option véganes ! Et à Fleurier, place de la gare, dès 11h, restauration, animation et discours.

30 mai 2026 : Jour du dépassement, stands au Temple du Bas (Neuchâtel).

Prochains repas à L'AMAR : 6, 20 et 27 mars (à vérifier sur leur site ou sur instagram : [lamarneuch](#)), à 19h (prix libre), Rue de la Coquemène 1, Serrières (Neuchâtel).

Horaires de la Bibliothèque libre : tous les vendredis de 16h à 19h, Clos-de-Serrières 25, Serrières (Neuchâtel).

ET BIEN D'AUTRES ENCORE !

NOUS LIRE, ÉCOUTER, REGARDER ET SUIVRE NOS ACTUALITÉS

Site web national
climatestrike.ch (fr, de, it)

YouTube
Climatestrike Switzerland (fr, de)

Sites web des groupes régionaux
Liste disponible sur
climatestrike.ch/fr/join

Facebook
Grève du Climat – Suisse (fr)
Klimastreik Schweiz (de)
Sciopero per il Clima - Svizzera Italiana (it)

Twitter
greveduclimat (fr)
klimastreik (de)

LinkedIn
Grève du Climat (fr, de)

Instagram
climatestrike_suisse (fr)
klimastreikschweiz (de)
scioperoperilclima (it)

Spotify
Klimastreik Podcast (fr, de)

Netto.Null – magazine de la Grève du Climat
nettonull.org (fr, de, it)

Grève du Climat Neuchâtel
neuchatel.climatestrike.ch –
neuchatel@climatestrike.ch –
grevepourlavenir_ne



INFORMEZ-VOUS, ORGANISEZ-VOUS, ET REJOIGNEZ-NOUS !

Pour nous soutenir

Banque : Alternative Bank Schweiz
IBAN : CH28 0839 0036 0277 1000 2
Adresse : Climatestrike Switzerland Finance,
Aarberggasse 61, 3001 Bern

